

Brochure n° 3225

**Convention collective nationale**

IDCC : 1266. – **PERSONNEL  
DES ENTREPRISES  
DE RESTAURATION DE COLLECTIVITÉS**

---

AVENANT N° 41 DU 21 SEPTEMBRE 2006

RELATIF À L'EMPLOI DES FEMMES

NOR : *ASET0651329M*

IDCC : *1266*

---

PRÉAMBULE

Les parties signataires confirment leur volonté d'assurer la protection des femmes enceintes en accroissant la réduction de leur durée de travail hebdomadaire et journalière.

L'article 15, paragraphe Emploi des femmes, est modifié comme suit :

Article 15

*Emploi des femmes*

Les employeurs s'engagent à porter une attention particulière au respect de toutes les dispositions légales et conventionnelles qui imposent l'égalité d'accès aux emplois et l'égalité des salaires à poste identique entre les femmes et les hommes.

En outre, les femmes enceintes bénéficieront, à partir de la 23<sup>e</sup> semaine de grossesse suivant la date de sa constatation médicale, d'une réduction à 32 h 30 minutes de leur durée hebdomadaire de travail effectif sans perte de salaire.

Cette réduction du temps de travail devra être répercutée uniformément dans la semaine.

Par ailleurs, afin de prendre en compte la pénibilité journalière du travail des femmes enceintes, et au-delà de l'allègement de la charge de travail, les parties conviennent qu'en tout état de cause la durée quotidienne du travail

ne pourra dépasser 7 heures par jour à compter de la 23<sup>e</sup> semaine de grossesse, sans pour autant déroger à la règle des 32 h 30 minutes effectives par semaine.

Dans le cadre de l'article L. 122-25-1 du code du travail, les femmes enceintes ne pourront être affectées à un autre établissement qu'avec leur accord, et sous réserve de l'avis du médecin du travail, ou en cas de fermeture de l'établissement auquel elles sont affectées.

#### *Entrée en vigueur et extension*

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur le jour suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Les parties signataires conviennent que les accords d'entreprise ne pourront déroger aux dispositions du présent accord. Les accords d'entreprise ne pourront que reprendre ou améliorer les présentes dispositions.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 20 juin 1983.

Fait à Paris, le 21 septembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

SNRC ;  
SNERRS.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA-FO ;  
Syndicat national CFTC hôtellerie restauration ;  
INOVA CFE-CGC.